ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 16 novembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au vice-gouverneur de la province de Brabant", a donné le 22 novembre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e november 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vice-gouverneur van de provincie Brabant", heeft de 22e november 1963 het volgend advies gegeven :

L'article 5 de la loi provinciale, inséré dans cette loi par l'article 6, § 2, de la loi du 2 août 1963, sur l'emploi des langues en matière administrative, charge le commissaire du Gouvernement pour la capitale du Royaume, vice-gouverneur de la province de Brabant, d'exercer, à l'égard des communes constituant l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, les attributions du gouverneur de la province, dans les limites et conditions fixées par arrêté royal.

Le projet a pour objet principal de fixer ces limites.

Une première limite résulte déjà de la loi elle-même . Elle concerne les autorités à l'égard desquelles le vice-gouverneur exercera les attributions précitées : les communes constituant l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

L'article 1er du projet impose une deuxième limite qui a trait à la nature des attributions. Il n'accorde au vice-gouverneur que les attributions qui sont conférées au gouverneur par les articles 122, 124 et 127 de la loi provinciale, par les articles 56, 86, 88 et 123 de la loi communale, par les lois relatives à l'emploi des langues en matières administrative et scolaire et par les lois relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme.

Une troisième limite a trait à l'objectif poursuivi : des attributions ne sont conférées au vice-gouverneur qu'en vue d'assurer l'application des lois et règlements relatifs à l'emploi des langues en matières administrative et scolaire ainsi qu'à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme.

.../...

En ce qui concerne cette dernière règle, l'article 1er du projet s'exprime comme suit : "pour toutes les affaires ... et qui ont trait à l'application : 1° des lois et règlements sur l'emploi des langues ; ... ". Cette rédaction ne semble pas répondre aux intentions du Gouvernement, qui veut que le vice-gouverneur intervienne chaque fois que l'application des lois linguistiques est mise en question et n'entend pas limiter l'exercice de ses attributions aux affaires qui concernent directement l'application de ces lois et règlements.

\+ +

Les attributions conférées au gouverneur de la province par l'article 124, dernier alinéa, de la loi provinciale, ne concernent en rien les communes.

Il convient, dès lors, à l'article 1er du projet, de faire suivre la mention de l'article 124 de la loi provinciale par les mots "alinéas 1er à 3".

D'autre part, il y a lieu de constater que l'octroi, au vice-gouverneur, des attributions conférées au gouverneur par l'article 124, alinéa 3, de la loi provinciale, a pour effet de permettre au vice-gouverneur de prendre son recours contre une décision prise par un collège présidé par le gouverneur.

\+ +

Les articles 2 et 3 ont pour objet de faciliter l'exercice par le vice-gouverneur des attributions et des missions qui lui sont conférées par l'article 5 de la loi provinciale et par les articles 6, § 3, et 7, § 5, de la loi du 2 août 1963.

Ces dispositions qui, à défaut d'un fondement légal, ne peuvent présenter un caractère réglementaire feraient utilement l'objet d'une circulaire. Ce procédé permettrait de donner aux autorités intéressées toutes précisions utiles quant à la nature des actes qui devront faire l'objet d'une transmission.

\+ +

L'article 4 du projet vise l'exercice des attributions du vice-gouverneur à l'égard des établissements publics existant dans les communes et qui ont une administration spéciale.

Cette disposition n'a de fondement légal que si dans l'expression "à l'égard des communes constituant l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale", employée par l'article 5 nouveau de la loi provinciale, le mot "communes" est pris dans un sens large et comprend les établissements publics visés à l'article 4 du projet.

Si, comme il paraît, telle est l'interprétation correcte de l'article 5 de la loi provinciale, l'article 4 du projet pourrait être omis moyennant une légère adaptation de l'article 1er.

Il suffirait de reprendre l'expression employée par l'article 5 de la loi provinciale dans l'article 1er du projet pour que cet article soit également applicable aux établissements publics visés à l'article 4 du même projet. Il conviendrait, dans ce cas, de faire mention de l'article 96bis de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique, inséré dans cette loi par

.../...

l'article 3 de la loi du 27 juin 1962 et aux termes duquel les articles 86 et 87 de la loi communale sont applicables aux commissions d'assistance publique.

Quant aux dispositions des articles 122, 124 et 127 de la loi provinciale et à celles des articles 86 et 88 de la loi communale, elles s'appliquent également aux établissements visés à l'article 4 du projet, ou aux affaires concernant ces établissements. Il n'existe pas, pour ces établissements, de dispositions analogues à celles des articles 56 et 127 de la loi communale.

Le Conseil d'Etat propose, pour l'article 1er, un texte qui tient compte de ces remarques.

\+ +

L'article 5 du projet concerne le remplacement du gouverneur de la province de Brabant et du vice-gouverneur en cas d'absence ou de décès.

Cette disposition trouverait mieux sa place dans l'article 12 de l'arrêté royal du 15 décembre 1820 portant instruction pour les gouverneurs de province, modifié par l'arrêté royal du 27 février 1935 et par l'arrêté royal du 26 décembre 1960.

\+ +

Le projet appelle en outre quelques observations de forme qui ne nécessitent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL DETERMINANT LES ATTRIBUTIONS DU VICE-GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE BRABANT, ET MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 15 DECEMBRE 1820 PORTANT INSTRUCTION POUR LES GOUVERNEURS DE PROVINCE.

---

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi provinciale, notamment les articles 1er et 4, l'article 5 y inséré par la loi du 2 août 1963, et l'article 123;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1820 portant instruction pour les gouverneurs de province, notamment l'article 12, modifié par les arrêtés royaux des 27 février 1935 et 26 décembre 1960;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

A l'égard des communes constituant l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, le commissaire du Gouvernement pour la capitale du Royaume, vice-gouverneur de la province de Brabant, exerce, dans le seul but d'assurer l'application des lois et règlements relatifs à l'emploi des langues en matières administrative et scolaire ainsi qu'à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme, tous les pouvoirs attribués au gouverneur de la province par :

.../...

1° les articles 122, 124, alinéas 1er à 3, et 127 de la loi provinciale;

2° les articles 56, 86, 88 et 123 de la loi communale;

3° l'article 96bis de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique;

4° les lois relatives à l'emploi des langues en matières administrative et scolaire;

5° les lois relatives à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme.

Article 2.-

L'article 12 de l'arrêté royal du 15 décembre 1820 portant instruction pour les gouverneurs de province, modifié par les arrêtés royaux des 27 février 1935 et 26 décembre 1960, est complété par la disposition suivante :

"Par dérogation aux alinéas 2 à 6, durant l'absence du gouverneur de la province de Brabant ou en cas de décès de celui-ci, ses fonctions sont exercées par le vice-gouverneur, qui continue à exercer ses attributions propres.

Durant l'absence du vice-gouverneur ou en cas de décès de celui-ci, il sera pourvu à son remplacement conformément aux prescriptions des alinéas 2 à 6 du présent article".

.../...

Article 3.-

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Luidens artikel 5 van de provinciale wet, dat in die wet is ingevoegd bij artikel 6, § 2, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, heeft de Regeringscommissaris voor de hoofdstad van het Rijk, vice-gouverneur van de provincie Brabant, tot taak met betrekking tot de gemeenten die het administratief arrondissement Hoofdstad Brussel uitmaken, de bevoegdheid van de provinciegouverneur uit te oefenen binnen de perken en onder de voorwaarden bij koninklijk besluit bepaald.

Hoofddoel van het ontwerp is die perken aan te geven.

Een eerste beperking ligt reeds in de wet zelf besloten en betreft de overheden ten aanzien waarvan de vice-gouverneur de hierboven vermelde bevoegdheid uit te oefenen heeft, met name de gemeenten die het arrondissement Hoofdstad Brussel vormen.

Artikel 1 van het ontwerp stelt een tweede grens, in verband met de aard van die bevoegdheid. Het draagt de vice-gouverneur alleen de bevoegdheid op die de gouverneur ontleent aan de artikelen 122, 124 en 127 van de provinciale wet, aan de artikelen 56, 86, 88 en 123 van de gemeentewet, aan de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en in het onderwijs, alsook aan de wetten betreffende de ruimtelijke ordening en de stedebouw.

Een derde beperking tenslotte hangt samen met het beoogde doel : de vice-gouverneur krijgt die bevoegdheid alleen om te zorgen voor de toepassing van de wetten en verordeningen op het gebruik van de talen in bestuurszaken en in het onderwijs, alsook van die betreffende de ruimtelijke ordening en de stedebouw.

/

Die regel is in artikel 1 van het ontwerp als volgt verwoord : "voor al de zaken ... en die betrekking hebben op de toepassing : 1° van de wetten en verordeningen over het gebruik der talen in bestuurszaken en in het onderwijs ; ...". Dit lijkt niet de bedoeling van de Regering weer te geven. Deze wenst, dat de vice-gouverneur optreedt telkens als de toepassing van de taalwetten in het geding is, niet dat hij zijn bevoegdheid slechts uitoefent in zaken die rechtstreeks met de toepassing van die wetten en verordeningen te maken hebben.

\+ +

De bevoegdheid die artikel 124, laatste lid, van de provinciale wet aan de gouverneur van de provincie opdraagt, heeft generlei betrekking op de gemeenten.

In artikel 1 van het ontwerp vulle men de verwijzing naar artikel 124 van de provinciale wet dan ook aan met de woorden "eerste tot derde lid".

Voorts zij opgemerkt, dat de vice-gouverneur, doordat hij de bevoegdheid krijgt die artikel 124,derde lid, van de provinciale wet aan de gouverneur opdraagt, zal kunnen opkomen tegen beslissingen van een college dat door deze wordt voorgezeten.

\+ +

De artikelen 2 en 3 bedoelen het de vice-gouverneur gemakkelijker te maken bij de uitoefening van de bevoegdheid en de taak die artikel 5 van de provinciale wet en de artikelen 6, § 3, en 7, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 hem opdragen.

Die bepalingen kunnen bij gemis van rechtsgrond geen verordeningsbepalingen zijn en worden best in een circulaire neergelegd. Zodoende kan men de betrokken overheden alle gewenste verduidelijkingen omtrent de aard van de op te sturen akten verstrekken.

\+ +

Artikel 4 van het ontwerp heeft het over de uitoefening van de bevoegdheid van de vice-gouverneur ten aanzien van de in de gemeenten bestaande openbare instellingen met een bijzonder bestuur.

Voor die bepaling is alleen in zoverre rechtsgrond aanwezig als het woord "gemeenten" in de door het nieuwe artikel 5 van de provinciale wet gebezigde uitdrukking "met betrekking tot de gemeenten die het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad uitmaken" in ruime zin is op te vatten en mede op de in artikel 4 van het ontwerp bedoelde openbare instellingen slaat.

Is artikel 5 van de provinciale wet zó te verstaan, en dat lijkt wel het geval te zijn, dan kan artikel 4 van het ontwerp, onder lichte aanpassing van artikel 1, worden weggelaten.

Om ook de in artikel 4 van het ontwerp bedoelde openbare instellingen onder artikel 1 te doen vallen, volstaat het hierin de uitdrukking uit artikel 5 van de provinciale wet te herhalen. Men vermelde dan artikel 96bis van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de

.../...

openbare onderstand, dat in die wet is ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 27 juni 1962 en luidens hetwelk de artikelen 86 en 87 van de provinciale wet toepassing vinden op de commissies van openbare onderstand.

Van hun kant zijn de artikelen 122, 124 en 127 van de provinciale wet en de artikelen 86 en 88 van de gemeentewet mede toepasselijk op de in artikel 4 van het ontwerp bedoelde instellingen of op de zaken die hen aangaan. Bepalingen als de artikelen 56 en 127 van de gemeentewet zijn er voor die instellingen niet.

De Raad van State geeft hierna voor artikel 1 een nieuwe tekst in overweging waarin met die opmerkingen rekening is gehouden.

\+ +

Artikel 5 van het ontwerp betreft de vervanging van de gouverneur van de provincie Brabant en van de vicegouverneur bij afwezigheid of overlijden.

Zulk een bepaling hoort thuis in artikel 12 van het koninklijk besluit van 15 december 1820 houdende onderrichtingen voor de provinciegouverneurs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 februari 1935 en 26 december 1960.

\+ +

.../...

Voorts zijn bij het ontwerp een aantál vormopmerkingen te maken die geen commentaar behoeven en waarmee in de hierna volgende tekst rekening is gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE BEVOEGDHEID VAN DE VICE-GOUVERNEUR VAN BRABANT EN TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 15 DECEMBER 1820 HOUDENDE ONDERRICHTINGEN VOOR DE PROVINCIEGOUVERNEURS.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de provinciale wet, inzonderheid op de artikelen 1 en 4, op het daarin bij de wet van 2 augustus 1963 ingevoegde artikel 5 en op artikel 123 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 1820 houdende onderrichtingen voor de provinciegouverneurs, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 februari 1935 en 26 december 1960 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Met betrekking tot de gemeenten die het administratief arrondissement Hoofdstad Brussel uitmaken, oefent de Regeringscommissaris voor de hoofdstad van het Rijk, vice-gouverneur van de provincie Brabant, met als enig doel te zorgen voor de toepassing van de wetten en verordeningen op het gebruik van de talen in bestuurszaken en in het onderwijs en op de ruimtelijke ordening en de stedebouw, ten volle de bevoegdheid uit die aan de gouverneur van de provincie is opgedragen door :

1° de artikelen 122, 124, eerste tot derde lid, en 127 van de provinciale wet ;

2° de artikelen 56, 86, 88 en 123 van de gemeentewet ;

3° artikel 96bis van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand ;

4° de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en in het onderwijs ;

5° de wetten betreffende de ruimtelijke ordening en de stedebouw.

Artikel 2.-

Artikel 12 van het koninklijk besluit van 15 december 1820 houdende onderrichtingen voor de provinciegouverneurs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 februari 1935 en 26 december 1960, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"In afwijking van het tweede tot het zesde lid wordt het ambt van de gouverneur van de provincie Brabant tijdens diens afwezigheid of als hij komt te overlijden, vervuld door de vice-gouverneur, die bovendien zijn eigen ambtsbevoegdheid verder uitoefent.

Tijdens de afwezigheid van de vice-gouverneur of als deze komt te overlijden, wordt in zijn vervanging voorzien overeenkomstig de voorschriften van het tweede tot het zesde lid van dit artikel".

Artikel 3.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
le Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

J.ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.Ch.SMOLDERS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.SMOLDERS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) J.SUETENS.